

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Service de l'accès au droit, à la justice  
et de la politique de la ville

Circulaire du 29 mars 2006  
***Date d'application : immédiate***

**LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE**

à

- *pour attribution* -

**Monsieur le Vice-Président du Conseil d'Etat**  
**Monsieur le Premier Président de la Cour de cassation**  
**Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel,**  
**Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près les cours d'appel,**  
**Mesdames et Messieurs les Présidents des cours administratives d'appel,**  
**Mesdames et Messieurs les Présidents des tribunaux administratifs.**

- *pour information* -

**Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale de la Magistrature,**  
**Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationale des Greffes,**  
*et*  
**Monsieur le Président du Conseil National des Barreaux,**  
**Monsieur le Président de la Conférence des Bâtonniers,**  
**Monsieur le Président de l'UNCA,**  
**Mesdames et Messieurs les Bâtonniers des ordres des avocats.**

**N° NOR :** JUS J 06 90 002 C

**TITRE DETAILLÉ :** Présentation des dispositions de la loi n° 2005-750 du 4 juillet 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice et du décret n° 2005-1470 du 29 novembre 2005 relatif à l'aide juridictionnelle dans les litiges transfrontaliers en matière civile ou commerciale et modifiant le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991.

**MOTS CLÉS :** Aide juridictionnelle ; aide judiciaire ; litiges transfrontaliers en matière civile ou commerciale ; frais de traduction ; frais d'interprète ; frais de déplacement.

**TEXTES SOURCES :** Directive 2003/8/CE du Conseil de l'Union européenne du 27 janvier 2003, loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et son décret d'application.

**PUBLIÉE :** BULLETIN OFFICIEL ; INTRANET SADJPV ET DACS.

**MODALITÉS DE DIFFUSION :** diffusion assurée par le ministère de la justice en un exemplaire aux chefs de la Cour de cassation et aux chefs des cours d'appel à charge pour eux d'en assurer la diffusion à tous les magistrats de leur ressort ainsi qu'aux chefs de greffe – hors Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon –. Diffusion aux bâtonniers assurée par le GIE (CNB – Barreau de Paris – Conférence des bâtonniers). Un exemplaire à tous les autres destinataires pour information.

## SOMMAIRE

I. – CHAMP D’APPLICATION DU NOUVEAU DISPOSITIF .....	3
1. CHAMP D’APPLICATION GEOGRAPHIQUE .....	3
2. PERSONNES ELIGIBLES .....	4
3. LA NOTION DE LITIGE TRANSFRONTALIER .....	4
3.1. Caractère transfrontalier du litige .....	4
3.1.1. <i>Le demandeur à l’aide judiciaire ne réside pas dans l’Etat où siège la juridiction compétente sur le fond du litige</i> .....	4
3.1.2. <i>Le demandeur à l’aide judiciaire ne réside pas dans l’Etat dans lequel la décision doit être exécutée</i> .....	5
3.2. Champ matériel du litige .....	6
II. – DEMANDE D’AIDE JURIDICTIONNELLE RELATIVE A UN LITIGE SE DÉROULANT EN FRANCE.....	7
1. – INSTRUCTION ET TRAITEMENT DE LA DEMANDE.....	7
1.1. – Réception par le ministère de la justice de la demande d’aide juridictionnelle en provenance des Etats membres de l’Union européenne.....	7
1.2. – Saisine des bureaux d’aide juridictionnelle .....	7
1.2.1. – <i>Saisine du bureau d’aide juridictionnelle compétent par l’autorité française désignée</i> .....	7
1.2.2. – <i>Saisine directe du bureau d’aide juridictionnelle par le demandeur</i> .....	7
1.3. – Instruction par le bureau d’aide juridictionnelle .....	8
1.3.1. – <i>Compétence du bureau d’aide juridictionnelle</i> .....	9
1.3.2. – <i>Examen des mentions portées sur la demande</i> .....	9
1.3.3. – <i>Vérification des pièces justificatives fournies par le demandeur</i> .....	9
1.4. – Décision relative à la demande d’aide juridictionnelle.....	10
1.5. – Effets de la décision relative à la demande d’aide juridictionnelle.....	10
2. – L’AVANCE DES FRAIS DE PROCEDURE LIES AU CARACTERE TRANSFRONTALIER DU LITIGE.....	10
2.1. – Frais de traduction et d’interprète .....	10
2.2. – Frais de déplacement des personnes convoquées à l’audience .....	11
III. – DEMANDE D’AIDE JUDICIAIRE RELATIVE A UN LITIGE SE DÉROULANT DANS UN PAYS MEMBRE DE L’UNION EUROPÉENNE AUTRE QUE LA FRANCE .....	13
1. – RETRAIT, TRANSMISSION ET TRAITEMENT DES DOSSIERS DE DEMANDES D’AIDE JUDICIAIRE....	13
1.1. – Lieu de retrait du formulaire .....	13
1.2. – Transmission du dossier d’aide judiciaire.....	13
1.2.1. – <i>A l’autorité expéditrice française</i> .....	13
1.2.2. – <i>A l’autorité réceptrice étrangère</i> .....	14
1.3. – Traitement du dossier d’aide judiciaire par l’autorité expéditrice française.....	14
2. – L’AVANCE ET LE RECOUVREMENT DES FRAIS DE TRADUCTION LIES AU CARACTERE TRANSFRONTALIER DU LITIGE .....	14
2.1. – Avance des frais de traduction .....	14
2.2. – Recouvrement des frais de traduction .....	14
3. – L’EXECUTION DES DECISIONS DE JUSTICE FRANÇAISES OU ACTES AUTHENTIQUES DANS UN PAYS MEMBRE DE L’UNION.....	15
IV. – MODALITÉS D’ENREGISTREMENT DANS AJWIN .....	16
ANNEXES .....	18

La transposition de la directive n° 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 (annexe n°1), visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire <sup>1</sup> accordée dans le cadre de telles affaires, effectuée par la loi n° 2005-750 du 4 juillet 2005 (annexe n°2), est parachevée depuis l'entrée en vigueur du décret n° 2005-1470 du 29 novembre 2005 (annexe n°3).

La présente circulaire a pour objet de présenter ce nouveau dispositif, transposé en droit interne, qui permet à un justiciable résidant dans un pays étranger, membre de l'Union européenne, de demander le bénéfice de l'aide juridictionnelle pour un litige qui se déroule en France, ou à un résident en France de bénéficier de l'aide judiciaire pour un litige civil ou commercial qui a lieu dans un Etat membre de l'Union européenne.

## **I. – CHAMP D'APPLICATION DU NOUVEAU DISPOSITIF**

### **1. CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE**

Le dispositif est applicable à l'ensemble des litiges transfrontaliers, définis au point 3.1., opposant tout justiciable résidant habituellement ou domicilié dans l'un des Etats membres de l'Union européenne, à l'exception du Danemark :

<b>Allemagne</b>	<b>Finlande</b>	<b>Lettonie</b>	<b>Portugal</b>
<b>Autriche</b>	<b>France <sup>2</sup></b>	<b>Lituanie</b>	<b>République Tchèque</b>
<b>Belgique</b>	<b>Grèce</b>	<b>Luxembourg</b>	<b>Royaume-Uni</b>
<b>Chypre</b>	<b>Hongrie</b>	<b>Malte</b>	<b>Slovaquie</b>
<b>Espagne</b>	<b>Irlande</b>	<b>Pays-Bas</b>	<b>Slovénie</b>
<b>Estonie</b>	<b>Italie</b>	<b>Pologne</b>	<b>Suède</b>

Cependant, il importe de retenir que le droit communautaire ne s'applique pas à l'intégralité des territoires de certains de ces États.

Ainsi, ce dispositif ne s'applique pas :

- **pour la France**, aux territoires ultramarins suivants : Saint-Pierre et Miquelon, Nouvelle Calédonie et Dépendances, Polynésie Française, Mayotte, îles Wallis-et-Futuna ;
- **pour les Pays-Bas**, aux territoires ultramarins suivants : Aruba, Antilles néerlandaises (Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Eustache, Saint-Martin) ;
- **pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**, aux territoires ultramarins suivants : Anguilla, Bermudes, Îles Vierges Britanniques, Îles Caïmans, Îles Falkland, Guernesey, Île de Man, Jersey, Montserrat, Pitcairn, Sainte Hélène, Îles Turks et Caïcosâ .

En application de l'article 20 de la directive, le dispositif ainsi transposé en droit interne prévaut, dans les rapports entre les Etats membres, sur les accords bilatéraux et multilatéraux conclus entre les Etats membres antérieurement ; il s'applique donc au lieu et place de l'accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire signé à Strasbourg le 27 janvier 1977 et de la convention de La Haye du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice.

<sup>1</sup> L'aide judiciaire mentionnée dans la directive est intitulée « aide juridictionnelle et accès au droit » dans le dispositif français.

<sup>2</sup> Y compris les départements d'outre-mer (Guyane, Réunion, Guadeloupe, Martinique).

## **2. PERSONNES ELIGIBLES**

Ce dispositif est applicable aux personnes qui résident habituellement, ou sont domiciliées, dans un Etat membre de l'Union européenne.

Il est également applicable aux personnes non ressortissantes d'un Etat membre lorsqu'elles résident habituellement, ou sont domiciliées, dans un Etat membre de l'Union européenne et qu'elles sont en situation régulière de séjour.

Il convient de préciser que seules les personnes physiques sont concernées par ce nouveau dispositif. Ainsi les personnes morales, qu'elles soient à but lucratif ou non, ne peuvent présenter une demande d'aide judiciaire dans de tels litiges.

## **3. LA NOTION DE LITIGE TRANSFRONTALIER**

### **3.1. Caractère transfrontalier du litige**

En vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 juillet 2005, le litige transfrontalier est celui dans lequel le demandeur à l'aide judiciaire a sa résidence habituelle ou son domicile dans un Etat membre de l'Union européenne autre que :

- celui où siège la juridiction compétente sur le fond du litige ;
- ou celui dans lequel la décision doit être exécutée.

*3.1.1. Le demandeur à l'aide judiciaire ne réside pas dans l'Etat où siège la juridiction compétente sur le fond du litige*

Le nouveau dispositif s'applique exclusivement au demandeur à l'aide judiciaire qui ne réside pas habituellement ou n'est pas domicilié dans l'Etat où la procédure doit être engagée.

Il en va ainsi de la personne domiciliée en France qui sollicite le bénéfice de l'aide judiciaire pour engager une procédure en Belgique, ou de la personne domiciliée en Allemagne qui sollicite l'aide juridictionnelle pour engager une procédure en France.

En revanche, lorsque le demandeur à l'aide réside ou est domicilié en France et doit faire appeler devant une juridiction française un défendeur, résidant ou domicilié dans un autre Etat membre de l'Union, le litige ne présente pas de caractère transfrontalier au sens de la directive. En effet, le demandeur a son domicile ou sa résidence dans l'Etat membre de la juridiction compétente sur le fond du litige.

Dès lors, la prise en charge des frais liés à l'intervention dans un autre Etat membre, d'un officier ministériel ou d'une personne <sup>3</sup> chargée de notifier un acte judiciaire sur le territoire de cet Etat, ne peut se faire au titre du dispositif instauré par la directive du Conseil n°2003/8 du 27 janvier 2003, ni même au titre de l'aide juridictionnelle française dans la mesure où la loi ne prévoit pas expressément la possibilité de choisir ou désigner un huissier de justice compétent hors de France.

---

<sup>3</sup> A ce jour, la notification délivrée dans les conditions du règlement (CE) n°1348/2000 du 29 mai 2000, est effectuée en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Ecosse par un huissier de justice.

Il appartient au demandeur de vérifier si une convention d'entraide judiciaire permet, dans le pays considéré, de bénéficier de l'assistance judiciaire pour prendre en charge le coût de l'assignation <sup>4</sup>. L'ensemble de ces informations est disponible sur le site intranet de la Direction des affaires civiles et du Sceau (<http://www.justice.gouv.fr/applications/int/pays/>).

### *3.1.2. Le demandeur à l'aide judiciaire ne réside pas dans l'Etat dans lequel la décision doit être exécutée*

Par « décision », on entend toute décision juridictionnelle ou tout acte authentique devant être reconnu, déclaré exécutoire ou exécuté dans un Etat membre autre que celui dans lequel réside habituellement ou est domicilié le bénéficiaire de l'aide.

Deux hypothèses sont à envisager :

- L'aide judiciaire a été accordée pour l'obtention d'une décision dans l'Etat de la juridiction compétente sur le fond où le demandeur a son domicile
  - L'aide judiciaire pourra être accordée afin de faire reconnaître et exécuter la décision dans un autre Etat.

Par exemple, le bénéficiaire de l'aide, résidant ou domicilié en France, a obtenu un jugement en France et doit le signifier ou l'exécuter en Italie. Il devra solliciter l'aide judiciaire en Italie.

- L'aide judiciaire a été accordée pour l'obtention d'une décision dans l'Etat de la juridiction compétente sur le fond qui n'est pas l'Etat du domicile du demandeur
  - L'aide judiciaire pourra être accordée si la reconnaissance et l'exécution de cette décision sont recherchées dans un troisième Etat.

Par exemple, le bénéficiaire de l'aide, résidant en Italie, a obtenu un jugement en Allemagne et doit le faire signifier et exécuter en Espagne. Il devra solliciter l'aide judiciaire en Espagne.

### A noter :

Si une décision a été obtenue sans aide judiciaire dans l'Etat de la juridiction compétente sur le fond qui n'est pas l'Etat du domicile du demandeur, et si sa reconnaissance et son exécution sont recherchées dans l'Etat du domicile du demandeur, alors cette hypothèse est celle d'une situation interne relevant du droit national de l'aide judiciaire.

Par exemple, un résident français, qui a obtenu un jugement en Allemagne sans le bénéfice de l'aide judiciaire allemande, pourra solliciter l'aide juridictionnelle en France pour faire exécuter ce jugement en France.

---

<sup>4</sup> La Belgique, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas ont ratifié la convention du 1<sup>er</sup> mars 1954 relative à la procédure civile dont l'article 20 dispose : « En matière civile et commerciale, les ressortissants de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée. » En revanche, l'Ecosse n'a pas signé cette convention.

### **3.2. Champ matériel du litige**

Le champ d'application matériel du litige transfrontalier concerne la matière civile et commerciale, quelle que soit la nature de la juridiction saisie. Telle qu'interprétée par la jurisprudence de la Cour de justice des communautés européennes, la matière civile et commerciale couvre le droit social et le droit public, à l'exclusion des cas où l'autorité publique agit dans l'exercice de la puissance publique.

Il ne s'étend pas aux instances portées devant les juridictions pénales, ni aux contentieux relevant de la matière fiscale, douanière ou administrative. Toutefois, dans ce type de contentieux, il peut être fait application de conventions internationales prévoyant l'admission de ressortissants d'un autre Etat au bénéfice de l'aide judiciaire. A cet effet, il conviendra de se reporter au site intranet de la Direction des affaires civiles et du Sceau (rappelé ci-dessus) pour vérifier l'existence de telles conventions.

Par ailleurs, la notion de procédure doit être entendue dans un sens large comme recouvrant les instances gracieuses ou contentieuses, ainsi que les pourparlers transactionnels.

\*  
\* \*

## **II. – DEMANDE D'AIDE JURIDICTIONNELLE RELATIVE A UN LITIGE SE DÉROULANT EN FRANCE**

### **1. – INSTRUCTION ET TRAITEMENT DE LA DEMANDE**

#### **1.1. – Réception par le ministère de la justice de la demande d'aide juridictionnelle en provenance des Etats membres de l'Union européenne**

En application de l'article 13 de la directive du 27 janvier 2003, « les demandes d'aide judiciaire <sup>5</sup> » présentées, par les justiciables résidant dans les Etats membres de l'Union européenne, sont soumises soit à l'autorité expéditrice compétente dans leur pays, soit directement à l'autorité réceptrice compétente en France.

Pour la France, l'autorité désignée est le Ministère de la Justice, direction des affaires civiles et du Sceau, bureau de l'entraide civile et commerciale internationale (BECCI) – 13 place Vendôme 75042 Paris CEDEX 01.

Ces demandes d'aide juridictionnelle sont formalisées à l'aide d'un imprimé élaboré par la Commission européenne (cf. annexe n°5) <sup>6</sup>, disponible en ligne aux adresses suivantes :

[http://www.ccbe.org/doc/Fr/formulaire\\_standard\\_demandes\\_aide\\_judiciaire\\_fr.pdf](http://www.ccbe.org/doc/Fr/formulaire_standard_demandes_aide_judiciaire_fr.pdf)

[http://europa.eu.int/comm/justice\\_home/judicialatlascivil/html/la\\_fillingforms\\_fr\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/justice_home/judicialatlascivil/html/la_fillingforms_fr_fr.htm)

#### **1.2. – Saisine des bureaux d'aide juridictionnelle**

##### *1.2.1. – Saisine du bureau d'aide juridictionnelle compétent par l'autorité française désignée*

L'autorité française désignée procède à un examen formel de la demande d'aide et des pièces justificatives jointes traduites en français (cf. annexe n°4) et transmet la demande au bureau d'aide juridictionnelle compétent.

Les bureaux d'aide juridictionnelle n'ont pas à informer l'autorité expéditrice de la transmission de la demande ; cette formalité est effectuée par l'autorité française désignée.

La compétence du bureau d'aide juridictionnelle est appréciée au regard de la juridiction compétente pour statuer sur le fond de l'affaire (cf. *infra* 1.3.1).

Si le bureau ou la section du bureau se déclare incompétent, il renvoie, en application de l'article 32 du décret du 19 décembre 1991, la demande par décision motivée devant le bureau ou la section compétente de bureau qu'il désigne.

##### *1.2.2. – Saisine directe du bureau d'aide juridictionnelle par le demandeur*

Le demandeur peut aussi adresser directement son dossier au bureau d'aide juridictionnelle qu'il estime compétent ; ce bureau devra alors instruire sa demande ou l'adresser au bureau d'aide juridictionnelle compétent.

---

<sup>5</sup> Cf. note 1.

<sup>6</sup> Le dépôt d'un dossier à l'aide d'un autre imprimé ne constitue pas un cas de rejet dès lors qu'il contient les renseignements demandés dans le formulaire officiel.

Si le dossier et les pièces ne sont pas traduits en français, le dossier est retourné à l'expéditeur aux fins de traduction. Le bureau d'aide juridictionnelle ne peut en effet faire traduire ni la demande, ni les pièces jointes, puisque les textes ne prévoient pas cette possibilité.

Le demandeur pourra toutefois saisir l'autorité expéditrice compétente du pays de sa résidence ou de son domicile pour une prise en charge de ces frais de traduction.

Par ailleurs, si le dossier est incomplet, le demandeur devra faire parvenir au bureau d'aide juridictionnelle dans le délai imparti par celui-ci, les pièces complémentaires demandées, rédigées ou traduites en français.

Dans les deux cas, qu'il soit saisi par l'autorité française désignée ou par le demandeur à l'aide, le bureau d'aide juridictionnelle doit immédiatement aviser la juridiction devant laquelle l'instance est déjà engagée, en application de l'article 43 du décret du 19 décembre 1991, sous réserve des dispositions de l'article 41 de ce décret relatives à l'admission provisoire.

### **1.3. – Instruction par le bureau d'aide juridictionnelle**

Les règles générales prévues par la loi du 10 juillet 1991 et le décret du 19 décembre 1991 reçoivent application sous réserve de spécificités découlant de la nature transfrontalière du litige introduite par la loi du 4 juillet 2005.

Lorsque la demande porte soit sur l'intervention d'un avocat en vue de parvenir à une transaction ou d'être assisté au cours d'une procédure, soit sur l'exécution d'une décision de justice ou d'un acte authentique, le secrétaire doit procéder dès réception de la demande à son enregistrement informatique<sup>7</sup>.

La date qui doit être prise en compte pour déterminer le point de départ du délai de traitement de la demande, et apprécier l'interruption des délais de procédure, est celle de l'envoi postal par le demandeur figurant sur le cachet du bureau de poste d'émission (article 40 du décret du 19 décembre 1991).

A défaut de pouvoir déterminer cette date d'envoi lorsque, par exemple, l'enveloppe expéditrice du demandeur n'est pas jointe, le bureau d'aide juridictionnelle prendra en considération le cachet de réception du ministère de la justice.

L'instruction de la demande d'aide juridictionnelle nécessite de la part du bureau d'aide juridictionnelle ou de la section, outre l'enregistrement informatique d'une telle demande de vérifier :

- la compétence du bureau pour statuer ;
- les mentions portées dans la demande ;
- les documents joints.

S'agissant d'une demande d'aide juridictionnelle relative à un litige transfrontalier, il convient de vérifier plus particulièrement que les documents joints sont traduits en langue française.

---

<sup>7</sup> Cf. point IV. « Modalités d'enregistrement dans AJWIN », page 16.



### *1.3.1. – Compétence du bureau d'aide juridictionnelle*

Dans la mesure où le demandeur à l'aide ne demeure pas en France, il convient de faire application des dispositions de l'article 27 du décret du 19 décembre 1991. Ainsi, le bureau compétent est toujours celui établi au siège du tribunal de grande instance dans le ressort duquel :

- la juridiction, statuant en première instance et qui doit être saisie au fond, a son siège ;
- la décision doit être exécutée.

Lorsque l'affaire doit être portée devant une juridiction du second degré, le bureau compétent est, en application de l'article 26 du décret du 19 décembre 1991, celui établi au siège du tribunal de grande instance dans le ressort duquel cette juridiction a son siège.

Enfin, lorsque l'affaire doit être portée devant la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat, le bureau compétent est celui établi près ces juridictions.

### *1.3.2. – Examen des mentions portées sur la demande*

Le bureau d'aide juridictionnelle effectue un examen des mentions portées sur la demande. Il peut solliciter du demandeur des explications complémentaires.

### *1.3.3. – Vérification des pièces justificatives fournies par le demandeur*

Le requérant doit justifier, conformément aux dispositions de l'article 34 8° du décret du 19 décembre 1991, de sa résidence dans l'un des pays membres de l'Union Européenne par des pièces et documents sous le couvert desquels il est autorisé à résider dans ce pays (passeport, carte de résident ou toute autre pièce officielle) ; le demandeur doit justifier, quelle que soit sa nationalité, du caractère habituel de sa résidence et, lorsqu'il n'est pas ressortissant d'un pays membre, de la régularité de son titre de séjour.

Les autres justificatifs (ressources, charges, état civil, pièces de procédure concernant le litige) doivent être produits comme pour toute demande d'aide juridictionnelle.

La liste des pièces à fournir, prévue par l'imprimé français, s'applique également pour les demandes d'aide relatives aux litiges transfrontaliers relevant de la compétence des bureaux français ; le cas échéant, il convient d'y ajouter le justificatif du contrat d'assurance de protection juridique ou de tout autre système de protection permettant la prise en charge des frais afférents aux instances, procédures ou actes (cf. annexe n°4).

Si les ressources sont libellées dans une autre monnaie que l'euro, leur conversion en euro devra être opérée avant enregistrement informatique des montants dans le logiciel AJWIN.

Cette conversion doit être effectuée à la date de l'acte concerné (par exemple, date de l'avis d'imposition, date des bulletins de paie) ; pour connaître les taux de change, les bureaux pourront consulter le site <http://www.finances.gouv.fr>, rubrique « Taux de chancellerie ».

En cours d'instruction, le bureau d'aide juridictionnelle a la faculté de réclamer à l'autorité expéditrice qui a transmis la demande d'aide, ou au demandeur si ce dernier a saisi directement le bureau d'aide juridictionnelle, une traduction des pièces justificatives.

#### **1.4. – Décision relative à la demande d'aide juridictionnelle**

Le bureau d'aide juridictionnelle doit apprécier le caractère transfrontalier du litige au moment de la demande d'aide.

L'aide juridictionnelle ayant un caractère subsidiaire dans les litiges transfrontaliers, il doit s'assurer que le demandeur bénéficie à titre personnel d'une assurance de protection juridique. La demande d'aide pourra être rejetée si le bureau d'aide juridictionnelle constate que le demandeur dispose d'une assurance de nature à couvrir les frais de la procédure pour laquelle l'aide est demandée.

Il convient de souligner qu'un tempérament à la condition de ressources a été introduit à l'article 6 de la loi du 10 juillet 1991 au profit des personnes qui, dans un litige transfrontalier, rapportent la preuve qu'elles ne pourraient faire face aux dépenses visées à l'article 24 de la loi du 10 juillet 1991 en raison de la différence du coût de la vie entre la France et l'Etat membre où elles ont leur domicile ou leur résidence habituelle. La charge de la preuve incombe au demandeur à l'aide juridictionnelle.

#### **1.5. – Effets de la décision relative à la demande d'aide juridictionnelle**

En cas d'admission à l'aide juridictionnelle, le bureau procède à la désignation de l'avocat si le demandeur n'en a pas choisi un ; il est rappelé que le principe du libre choix de l'avocat s'applique pour autant qu'il soit inscrit dans un barreau français et, en cas de postulation obligatoire, dans le barreau du ressort de la juridiction compétente.

Il en va de même pour la désignation des autres auxiliaires de justice (huissiers, notaires, commissaires priseurs, avoués...) qui doivent nécessairement être inscrits auprès d'un ordre ou d'une chambre professionnelle française.

La notification de la décision d'admission est faite à l'intéressé par lettre simple.

En cas de rejet, la copie intégrale de la décision doit être notifiée au demandeur par lettre recommandée avec accusé de réception.

En outre, le secrétaire adressera, systématiquement, une copie des décisions d'admission ou de rejet à l'autorité française désignée.

### **2. – L'AVANCE DES FRAIS DE PROCEDURE LIES AU CARACTERE TRANSFRONTALIER DU LITIGE**

Ces frais, pris en charge au titre de l'aide juridictionnelle, sont les suivants :

#### **2.1. – Frais de traduction et d'interprète**

Pour que les frais de traduction soient pris en charge au titre de l'aide juridictionnelle, la décision de faire traduire certaines pièces de la procédure devra être prise par le juge lorsque ce dernier estime leur examen indispensable pour apprécier les moyens soulevés par le bénéficiaire de l'aide.

De même, la décision de recourir aux services d'un interprète devra être prise par le juge tout particulièrement lorsqu'il requiert le déplacement à l'audience du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, résidant dans un autre Etat membre de l'Union européenne.<sup>8</sup>

Il convient de préciser que devant certaines juridictions la comparution personnelle des parties à l'audience est requise par les textes<sup>9</sup>. Dans ce cas le greffier pourra être utilement avisé par l'avocat intervenant au titre de l'aide juridictionnelle de la nécessité de recourir aux services d'un interprète, si la partie n'est pas en mesure de s'exprimer en français, dont la désignation par le juge pourra être régularisée avant ou pendant l'audience.

En application de l'article 119-1 du décret du 19 décembre 1991, les frais de traduction et d'interprète sont fixés conformément aux dispositions de l'article R. 122 du code de procédure pénale.

Les interprètes et traducteurs déposent leur mémoire d'aide juridictionnelle auprès du greffe de la juridiction saisie et utilisent les modèles prévus à cet effet (cf. imprimés figurant en annexes n°7 et n°8).

Le mémoire doit préciser notamment la date et le numéro de la décision d'aide juridictionnelle, la nature de l'affaire pour laquelle l'aide a été accordée et l'indication de la juridiction qui a requis l'interprète ou le traducteur.

Il doit être accompagné d'une copie de la décision qui a ordonné l'intervention de l'interprète ou du traducteur.

Après avoir vérifié l'exactitude des sommes réclamées, le greffier de la juridiction certifie le mémoire.

Lorsque l'instance se déroule dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin ou de la Moselle, les frais de traduction et d'interprète sont fixés dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 4 de la loi locale du 30 juillet 1878 relative aux indemnités accordées aux témoins et experts.

Ces frais seront réglés par le comptable assignataire, après transmission par le greffe concerné au service administratif régional et mandatement par ce dernier. Sur les modalités de transmission, il convient de se référer à la circulaire de la Chancellerie du 9 décembre 2005 relative à l'ordonnancement de la dépense en matière d'aide juridictionnelle.

## **2.2. – Frais de déplacement des personnes convoquées à l'audience**

Il s'agit des frais exposés par les personnes dont le juge exige la comparution à l'audience. Tel est notamment le cas de la convocation adressée par le juge aux affaires familiales aux époux pour leur audition ou la tentative de conciliation en matière de divorce (articles 1092 et 1107 du nouveau code de procédure civile).

---

<sup>8</sup> Toutefois, en application de l'article 23 du NCPC, le juge n'est pas tenu de recourir à un interprète lorsqu'il connaît la langue dans laquelle s'expriment les parties.

<sup>9</sup> La comparution personnelle des parties est obligatoire dans les procédures suivantes : audience de conciliation devant le conseil des prud'hommes (article R. 516-4 du code du travail), tentative de conciliation en matière de divorce (article 252-1 du code civil), divorce par consentement mutuel (article 1099 du NCPC), assistance éducative (article 1189 du NCPC), tutelle et curatelle (article 1246 du NCPC).

Il est alloué à ces personnes, sur justificatif, une indemnité de transport égale à celle allouée aux témoins selon les modalités prévues par l'article R.133 du code de procédure pénale.

La demande d'indemnité, préparée par le greffier, est calculée suivant le modèle prévu pour le remboursement des frais des techniciens et autres personnes en matière d'aide juridictionnelle (cf. imprimé figurant en annexe n°9) ; elle est accompagnée des originaux de la convocation en justice et du titre de transport.

Le mémoire de frais doit préciser la date et le numéro de la décision d'aide juridictionnelle, la nature de l'affaire pour laquelle l'aide a été accordée, la date de la décision de la juridiction et l'indication de la nature transfrontalière du litige.

Il doit être accompagné d'une copie de la décision ordonnant la comparution à l'audience <sup>10</sup>.

Après avoir vérifié l'exactitude des sommes réclamées, le greffier de la juridiction certifie le mémoire de frais.

Ces indemnités de transport seront réglées par le comptable assignataire, après transmission par le greffe concerné au service administratif régional et mandatement par ce dernier.

\*  
\* \*

---

<sup>10</sup> En matière de divorce, il s'agit de la convocation adressée par le JAF (articles 1092 et 1107 du NCPC).

### **III. – DEMANDE D'AIDE JUDICIAIRE RELATIVE A UN LITIGE SE DÉROULANT DANS UN PAYS MEMBRE DE L'UNION EUROPÉENNE AUTRE QUE LA FRANCE**

La directive permet à toute personne physique résidant régulièrement ou domiciliée en France, ainsi qu'à toute personne non ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne disposant d'un titre de séjour régulier en France, de solliciter le bénéfice de l'aide judiciaire si elle est partie à un litige ayant lieu dans un autre pays membre de l'Union européenne à l'exception du Danemark, ou si elle doit y faire exécuter une décision de justice ou un acte authentique.

#### **1. – RETRAIT, TRANSMISSION ET TRAITEMENT DES DOSSIERS DE DEMANDES D'AIDE JUDICIAIRE**

##### **1.1. – Lieu de retrait du formulaire**

L'imprimé de demande d'aide judiciaire pour les litiges transfrontaliers <sup>11</sup> est largement accessible puisqu'il peut être retiré :

- dans les palais de justice ;
- en ligne aux adresses suivantes :

[http://www.ccbe.org/doc/Fr/formulaire\\_standard\\_demandes\\_aide\\_judiciaire\\_fr.pdf](http://www.ccbe.org/doc/Fr/formulaire_standard_demandes_aide_judiciaire_fr.pdf)

<http://www.justice.gouv.fr/vosdroit/cerfa1.htm>

<http://www.cerfa.gouv.fr/cerfa/vigueur.nsf/DTPart?OpenView>

- dans les mairies ;
- dans les maisons de justice et du droit ;
- dans tout point d'accès au droit.

##### **1.2. – Transmission du dossier d'aide judiciaire**

###### *1.2.1. – A l'autorité expéditrice française*

Le demandeur transmet son dossier à l'autorité expéditrice française compétente au moyen de l'imprimé rempli si possible dans la langue acceptée par l'Etat membre destinataire <sup>12</sup>, ou à défaut en français.

Les dossiers doivent être envoyés à l'adresse suivante <sup>13</sup> :

**Ministère de la Justice  
Direction des affaires civiles et du Sceau  
Bureau de l'entraide civile et commerciale internationale  
13, place Vendôme  
75042 PARIS CEDEX 01**

Lorsqu'un bureau d'aide juridictionnelle est saisi directement d'une telle demande, il la transmet à l'autorité française désignée qui en accusera réception au requérant.

---

<sup>11</sup> Vous trouverez en annexe 5 de cette circulaire l'imprimé correspondant.

<sup>12</sup> Vous trouverez la liste des langues acceptées par les différents pays membres de l'Union européenne à l'adresse suivante : [http://europa.eu.int/comm/justice\\_home/judicialatlascivil/html/index.htm](http://europa.eu.int/comm/justice_home/judicialatlascivil/html/index.htm) .

<sup>13</sup> En annexe 6 de la circulaire figure un imprimé, à joindre au formulaire de demande d'aide judiciaire, précisant à qui doit être envoyé le dossier d'aide judiciaire.

### *1.2.2. – A l'autorité réceptrice étrangère*

Le dossier d'aide judiciaire peut être directement transmis par le demandeur à l'autorité réceptrice étrangère <sup>14</sup>. Dans ce cas, l'intéressé présente son dossier dans la langue acceptée par l'Etat de la juridiction compétente sur le fond ; à défaut, le dossier peut lui être renvoyé aux fins de traduction.

### **1.3. – Traitement du dossier d'aide judiciaire par l'autorité expéditrice française**

Dès réception, l'autorité française désignée vérifie, au vu de la liste de pièces figurant à l'annexe n°4, que le dossier de demande d'aide judiciaire est complet.

Elle enregistre la demande et en accuse réception auprès de l'intéressé. Si la demande d'aide judiciaire est adressée par voie postale, sa date est celle de l'expédition de la lettre ; c'est-à-dire celle figurant sur le cachet du bureau de poste d'émission. Si la demande est déposée directement au ministère de la justice ou auprès d'un bureau d'aide juridictionnelle, sa date sera celle figurant sur le cachet du ministère ou du bureau d'aide juridictionnelle.

Tout dossier incomplet est renvoyé au demandeur avec l'énumération des pièces manquantes.

L'autorité française désignée se charge, si nécessaire, de la traduction de la demande d'aide et des documents exigés pour son instruction ; cette traduction se fait dans une des langues acceptées par l'Etat de la juridiction compétente sur le fond.

Enfin, elle transmet, dans les 15 jours de sa réception, la demande à l'autorité réceptrice étrangère.

## **2. – L'AVANCE ET LE RECOUVREMENT DES FRAIS DE TRADUCTION LIES AU CARACTERE TRANSFRONTALIER DU LITIGE**

### **2.1. – Avance des frais de traduction**

Les frais de traduction de la demande d'aide et des documents exigés pour son instruction, avant transmission de cette demande à l'Etat de la juridiction compétente sur le fond, sont avancés par l'Etat français au vu d'une ordonnance émise par le Garde des sceaux.

Les frais de traduction sont payés, sur présentation d'un mémoire établi par le traducteur, par le Service de l'accès au droit et à la justice et de la politique de la ville du ministère de la justice, conformément aux modalités définies à l'article R. 122 du code de procédure pénale (c'est-à-dire 11,13 euros la page de texte français, majorés de 25% si les documents doivent être traduits dans une langue dite « rare »<sup>15</sup>), accompagné du bon de commande correspondant et du relevé d'identité postale ou bancaire du traducteur.

### **2.2. – Recouvrement des frais de traduction**

Les frais liés à la traduction de la demande d'aide judiciaire et des documents exigés pour son instruction, qui sont avancés par l'Etat français, peuvent être recouvrés contre le demandeur de l'aide si sa demande est rejetée par l'autorité étrangère.

---

<sup>14</sup> Les coordonnées des autorités réceptrices étrangères sont consultables sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante : [http://europa.eu.int/comm/justice\\_home/judicialatlascivil/html/index.htm](http://europa.eu.int/comm/justice_home/judicialatlascivil/html/index.htm).

<sup>15</sup> Sont considérées comme langues rares les langues autres que l'anglais, l'allemand, l'espagnol ou l'italien.

L'éventualité de ce recouvrement est portée à la connaissance de la personne sollicitant l'aide judiciaire en bas de l'imprimé figurant à l'annexe n°4.

Le recouvrement des sommes avancées est effectué, au vu d'un titre de perception établi par le garde des sceaux et d'un justificatif de la décision de rejet, par l'autorité étrangère.

### **3. – L'EXECUTION DES DECISIONS DE JUSTICE FRANÇAISES OU ACTES AUTHENTIQUES DANS UN PAYS MEMBRE DE L'UNION**

Comme il a été rappelé (cf. supra I. 2.1.2), l'article 3-1 de la loi du 10 juillet 1991 qualifie de « litige transfrontalier », celui dans lequel « la partie qui sollicite l'aide a sa résidence habituelle ou son domicile dans un Etat membre [...] autre que celui dans lequel la décision doit être exécutée ».

Ainsi, un justiciable peut bénéficier de l'aide judiciaire afin de faire procéder à l'exécution d'une décision juridictionnelle obtenue en France ou d'un acte authentique dressé dans un pays membre de l'Union européenne par un notaire français. A cet effet, il sera procédé dans les mêmes conditions qu'exposées aux points 1 et 2 ci-dessus.

Si l'autorité étrangère compétente, après instruction de sa demande, lui accorde le bénéfice de l'aide judiciaire, alors les frais de signification de la décision ou de l'acte authentique ainsi que, le cas échéant, les frais liés à sa traduction seront pris en charge au titre de l'aide judiciaire du pays concerné.

\*  
\* \*

#### IV. – MODALITÉS D'ENREGISTREMENT DANS AJWIN<sup>16</sup>

Actuellement, le logiciel AJWIN ne permet pas un enregistrement spécifique pour ce type de procédure et il sera, pour l'instant, impossible d'en obtenir des extractions statistiques, sauf à les comptabiliser manuellement.

Dès lors, en attendant la livraison de la future version AJWIN qui tiendra compte, entre autre, de cette évolution, nous vous proposons de suivre les instructions suivantes afin de vous permettre de pouvoir localiser ce type de dossier.

1) Dans l'onglet « Demande », saisir l'adresse et la ville dans les deux lignes concernant l'adresse, puis saisir le nom du pays dans le champ concernant la ville.

Adresse :	153 ter, grande rue royale
	Immeuble Paola - Bruxelles
CP / Ville :	BELGIQUE

Exemple de fusion :

<b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GAP</b> <b>Bureau d'Aide Juridictionnelle</b> Place Saint Arnoux 05007 GAP CEDEX 04 92 40 70 00	Décision du : 28/02/2006
<u>A RAPPELER DANS TOUTE CORRESPONDANCE :</u> <b>Numéro BAJ : 2006/000004</b>	Monsieur WECBENRG Pier 153 ter, grande rue royale Immeuble Paola - Bruxelles BELGIQUE
Section - Division : 1 - 01 Date de la demande : 10/02/2006 Numéro R.G. : Avocat: Me	
<b>DÉCISION DU BUREAU D'AIDE JURIDICTIONNELLE</b>	

2) Le numéro du BECCI peut être saisi dans le champ « N° RG ou BO » de l'onglet « Demande », en faisant précéder le numéro des termes « N° BECCI ».

N° RG ou BO :	N°BECCI: 2006/3544
---------------	--------------------

<sup>16</sup> Dans le logiciel AJWIN, le module « commission d'office » ne doit pas être utilisé puisqu'il ne peut s'agir que d'un litige en matière civile ou commerciale à l'exclusion de la matière pénale.



3) Afin de savoir, lors de la consultation d'un dossier, s'il s'agit d'un litige transfrontalier, il est possible de saisir ces données à plusieurs endroits:



- le terme « litige transfrontalier » peut-être saisi dans le bouton « Mémo »  
Cependant, le « mémo » n'étant utilisé que comme « historique » du dossier, il ne sera pas possible d'obtenir la fusion dans les imprimés des données inscrites dans ce « mémo ».

- le terme « litige transfrontalier » peut-être saisi dans le champ « Divers » de l'onglet « Demande ».

Il n'est cependant pas possible d'obtenir la fusion de ce champ dans les imprimés.

Divers :

- le terme « litige transfrontalier » peut-être saisi, entre parenthèses, dans le champ « Objet » de l'onglet « Demande ».

Dans ce cas, la fusion s'effectuera dans les imprimés et le terme « litige transfrontalier » apparaîtra après la nature de la procédure.

Objet :

4) Afin de pouvoir fusionner avec des imprimés adaptés à ce type de litige, il est possible de modifier les trames nationales en les réenregistrant dans « Edition\_L » afin d'intégrer (en le saisissant manuellement) le terme de litige transfrontalier.

\*  
\* \*

Je vous prie de bien vouloir transmettre sans délai la présente circulaire à l'ensemble des magistrats et fonctionnaires concernés et de veiller à son application.

Je vous remercie de bien vouloir me faire connaître, sous le timbre du Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de la Politique de la Ville, les difficultés que vous seriez susceptibles de rencontrer dans l'application de cette circulaire.

Le Chef du Service de l'Accès  
au Droit et à la Justice et de  
la Politique de la Ville

**Marielle THUAU**

## ANNEXES

1. Directive 2003/8/CE du Conseil de l'Union européenne du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires
2. Article 1<sup>er</sup> de la loi n°2005-750 du 4 juillet 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire
3. Décret n°2005-1470 du 29 novembre 2005 relatif à l'aide juridictionnelle accordée dans les litiges transfrontaliers en matière civile ou commerciale et modifiant le décret n°91-1266 du 19 décembre 1991
4. Liste des pièces à fournir à l'appui d'une demande d'aide judiciaire dans le cadre d'un litige transfrontalier en matière civile et commerciale
5. Imprimé de demande d'aide judiciaire établi par la Commission européenne
6. Fiche concernant l'envoi des demandes d'aide judiciaire relatives à un litige se déroulant dans un pays membre de l'Union européenne autre que la France
7. Etat des frais de déplacement des personnes dont la présence à l'audience est requise par le juge
8. Etat de frais des traducteurs
9. Etat de frais des interprètes

## **ANNEXE N°1**

**Directive 2003/8/CE du Conseil  
du 27 janvier 2003**

**visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 61, point c), et son article 67,

vu la proposition de la Commission(1),

vu l'avis du Parlement européen(2),

vu l'avis du Comité économique et social(3),

considérant ce qui suit:

(1) L'Union européenne s'est donné pour objectif de maintenir et de développer un espace de liberté, de sécurité et de justice au sein duquel est assurée la libre circulation des personnes. Pour mettre en place progressivement cet espace, la Communauté doit adopter, entre autres, les mesures qui touchent à la coopération judiciaire en matière civile ayant des aspects transfrontaliers et qui sont nécessaires au bon fonctionnement du marché intérieur.

(2) L'article 65, point c), du traité prévoit, entre autres, des mesures qui visent à éliminer les obstacles au bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les États membres.

(3) Le Conseil européen, réuni à Tampere les 15 et 16 octobre 1999, a invité le Conseil à établir des normes minimales garantissant un niveau approprié d'aide juridique pour les affaires transfrontalières dans l'ensemble de l'Union.

(4) Tous les États membres sont parties à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950. Les matières traitées dans la présente directive le seront dans le respect de ladite convention et en particulier du principe de l'égalité des deux parties à un litige.

(5) La présente directive vise à promouvoir l'octroi d'une aide judiciaire pour les litiges transfrontaliers à toute personne qui ne dispose pas de ressources suffisantes lorsque cette aide est nécessaire pour assurer un accès effectif à la justice. L'accès à la justice est un droit généralement reconnu qui est aussi réaffirmé à l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

(6) Le manque de ressources d'une personne partie à un litige, qu'elle soit demanderesse ou défenderesse, pas plus que les difficultés induites par le caractère transfrontalier d'un litige, ne devraient constituer des obstacles à un accès effectif à la justice.

(7) Étant donné que les objectifs de la présente directive ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc être mieux réalisés au niveau communautaire, la Communauté peut prendre des mesures, conformément au principe de subsidiarité consacré à l'article 5 du traité. Conformément au principe de proportionnalité tel qu'énoncé audit article, la présente directive n'excède pas ce qui est nécessaire pour atteindre ces objectifs.

(8) La présente directive a pour principal objectif de garantir un niveau approprié d'aide judiciaire dans les litiges transfrontaliers, par l'établissement de certaines normes minimales communes relatives à l'aide judiciaire qui soient applicables en cas de litige de cette nature. Une directive du Conseil est l'instrument législatif le mieux approprié pour atteindre cet objectif.

(9) La présente directive s'applique en cas de litige transfrontalier, aux matières civiles et commerciales.

(10) Toute personne intervenant dans un litige en matière civile ou commerciale relevant de la présente directive doit pouvoir faire valoir ses droits en justice même si sa situation financière personnelle l'empêche de pouvoir faire face aux frais de justice. L'aide judiciaire est considérée comme appropriée quand elle permet au bénéficiaire d'accéder effectivement à la justice dans les conditions prévues par la présente directive.

(11) L'aide judiciaire devrait couvrir les conseils précontentieux afin de parvenir à un règlement avant d'engager une procédure judiciaire, une assistance juridique pour saisir un tribunal et une représentation en justice ainsi que la prise en charge ou l'exonération des frais de justice.

(12) Il revient au droit national de l'État membre du for ou dans lequel la décision doit être exécutée de déterminer si les frais de justice peuvent inclure les dépens de la partie adverse auxquels le bénéficiaire de l'aide judiciaire est condamné.

(13) Tous les citoyens de l'Union, où que soit situé leur domicile ou leur résidence habituelle sur le territoire d'un État membre, doivent pouvoir prétendre au bénéfice de l'aide judiciaire dans les litiges transfrontaliers s'ils remplissent les conditions prévues par la présente directive. Il en va de même pour les ressortissants de pays tiers qui ont leur résidence habituelle et sont en situation régulière de séjour sur le territoire d'un État membre.

(14) Il convient de laisser aux États membres la liberté d'établir des seuils au-dessus desquels une personne serait présumée pouvoir faire face aux frais de justice, dans les conditions définies par la présente directive. Ces seuils sont établis en prenant en compte différents éléments objectifs tels que les revenus, le capital détenu ou la situation familiale.

(15) L'objectif de la présente directive ne pourrait toutefois pas être atteint si la possibilité n'était pas laissée aux candidats à l'aide judiciaire d'apporter la preuve qu'ils ne peuvent faire face aux frais de justice même si leurs ressources dépassent le seuil établi par l'État membre du for. Lorsqu'elles apprécient si l'aide judiciaire doit être accordée sur cette base, les autorités de l'État membre du for peuvent tenir compte d'éléments indiquant que le demandeur remplit les critères d'admissibilité financière dans l'État membre où il a son domicile ou sa résidence habituelle.

(16) La possibilité, en l'espèce, de recourir à d'autres mécanismes qui assurent l'accès effectif à la justice n'est pas une forme d'aide judiciaire. Cette possibilité peut cependant conduire à présumer que la personne concernée peut faire face aux frais de justice malgré sa situation financière défavorable.

(17) Il convient de ménager la possibilité pour les États membres de rejeter les demandes d'aide judiciaire relatives à des actions manifestement non fondées ou pour des motifs liés à leur bien-fondé, pour autant que des conseils précontentieux soient offerts et que l'accès à la justice soit garanti. En statuant sur le bien-fondé d'une demande, les États membres peuvent rejeter toute demande d'aide judiciaire lorsque le demandeur réclame des dommages et intérêts pour atteinte à sa réputation alors qu'il n'a subi aucun préjudice matériel ou financier ou s'il s'agit d'une revendication découlant directement des activités commerciales du demandeur ou de ses activités en tant que travailleur indépendant.

(18) La complexité et les différences des systèmes judiciaires des États membres, ainsi que les coûts inhérents au caractère transfrontalier des litiges, ne devraient pas entraver l'accès à la justice. Il convient donc que l'aide judiciaire couvre les coûts directement liés au caractère transfrontalier d'un litige.

(19) Pour déterminer s'il est nécessaire qu'une personne soit présente physiquement à l'audience, les juridictions d'un État membre devraient tenir compte de l'ensemble des avantages qu'offrent les possibilités prévues par le règlement (CE) n° 1206/2001 du Conseil du 28 mai 2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale(4).

(20) Si l'aide judiciaire est accordée, elle doit couvrir toute la procédure, y compris les frais exposés pour qu'un jugement soit déclaré exécutoire ou soit exécuté. Le bénéficiaire devrait continuer à percevoir cette aide si un appel est formé soit contre lui, soit par lui, pour autant que les conditions liées aux ressources financières et au fond du litige continuent à être remplies.

(21) L'aide judiciaire doit être accordée aux mêmes conditions, qu'il s'agisse de procédures judiciaires traditionnelles ou de procédures extrajudiciaires telles que la médiation, dès lors que la loi fait obligation d'y recourir ou qu'un tribunal y renvoie les parties.

(22) L'aide judiciaire devrait aussi être accordée pour l'exécution des actes authentiques dans un autre État membre dans les conditions définies par la présente directive.

(23) L'aide judiciaire étant accordée par l'État membre du for ou dans lequel la décision doit être exécutée, à l'exception de l'aide précontentieuse si le candidat à l'aide n'a pas son domicile ou sa résidence habituelle dans l'État membre du for, celui-ci doit appliquer sa propre législation, dans le respect des principes de la présente directive.

(24) Il y a lieu que l'aide judiciaire soit accordée ou refusée par l'autorité compétente de l'État membre du for ou dans lequel la décision doit être exécutée. Tel est le cas à la fois quand la juridiction statue au fond et lorsqu'elle est appelée en premier lieu à se prononcer sur sa compétence.

(25) Il convient d'organiser la coopération judiciaire en matière civile entre les États membres, en vue de favoriser l'information du public et des professionnels et de simplifier et d'accélérer la transmission des demandes d'aide judiciaire d'un État membre à l'autre.

(26) Les mécanismes de notification et de transmission prévus par la présente directive s'inspirent directement de ceux qui sont institués par l'accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire signé à Strasbourg le 27 janvier 1977, ci-après dénommé "accord de 1977". Un délai, non prévu par l'accord de 1977, est fixé pour la transmission des demandes d'aide judiciaire. La fixation d'un délai relativement court contribue au bon fonctionnement de la justice.

(27) Les informations communiquées en application de la présente directive doivent bénéficier d'une protection. Étant donné que la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données(5) et la directive 97/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications(6) sont applicables, il n'y a pas lieu de prévoir dans la présente directive des dispositions particulières en matière de protection des données.

(28) La création d'un formulaire standard pour les demandes d'aide judiciaire et la transmission des demandes d'aide judiciaire dans les cas de litiges transfrontaliers rendra les procédures plus aisées et plus rapides.

(29) En outre, ces formulaires de demande ainsi que les formulaires de demande nationaux devraient être mis à la disposition du public au niveau européen par l'intermédiaire du système d'information du réseau judiciaire européen établi conformément à la décision 2001/470/CE(7).

(30) Il y a lieu d'arrêter les mesures nécessaires pour la mise en oeuvre de la présente directive en conformité avec la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission(8).

(31) Il convient de préciser que l'établissement de normes minimales pour les litiges transfrontaliers ne fait pas obstacle à ce que les États membres prévoient des dispositions plus favorables pour les personnes candidates à l'aide judiciaire et les bénéficiaires de cette aide.

(32) L'accord de 1977, et le protocole additionnel à l'accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire signé à Moscou en 2001, restent applicables aux relations entre les États membres et les pays tiers parties à l'accord de 1977 ou à ce protocole. En revanche, la présente directive prévaut sur les dispositions de l'accord de 1977 et du protocole en ce qui concerne les relations entre États membres.

(33) Le Royaume-Uni et l'Irlande, conformément à l'article 3 du protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, ont notifié leur souhait de participer à l'adoption et à l'application de la présente directive.

(34) Le Danemark, conformément aux articles 1er et 2 du protocole sur la position du Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, ne participe pas à l'adoption de la présente directive et n'est donc pas lié par celle-ci ni soumis à son application,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

## **CHAPITRE I CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS**

### **Article premier**

#### **Objectifs et champ d'application**

1. La présente directive vise à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes en matière d'aide judiciaire dans le cadre de telles affaires.

2. Elle vise, dans les affaires transfrontalières, toute procédure en matière civile et commerciale, quelle que soit la nature de la juridiction. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives.

3. Aux fins de la présente directive, on entend par "État membre": tout État membre, à l'exception du Danemark.

## **Article 2**

### **Litiges transfrontaliers**

1. Aux fins de la présente directive, on entend par "litige transfrontalier": tout litige dans lequel la partie qui présente une demande d'aide judiciaire au titre de la présente directive a son domicile ou sa résidence habituelle dans un État membre autre que l'État du for ou que l'État dans lequel la décision doit être exécutée.

2. L'État membre dans lequel une partie a son domicile est déterminé conformément à l'article 59 du règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale(9).

3. Le moment pertinent pour déterminer si l'on est en présence d'un litige transfrontalier est le moment auquel la demande est introduite conformément à la présente directive.

## **CHAPITRE II**

### **DROIT À L'AIDE JUDICIAIRE**

#### **Article 3**

##### **Droit à l'aide judiciaire**

1. Toute personne physique partie à un litige qui relève de la présente directive a le droit de bénéficier d'une aide judiciaire appropriée destinée à lui garantir un accès effectif à la justice, selon les conditions définies par la présente directive.

2. L'aide judiciaire est considérée comme appropriée lorsqu'elle garantit:

a) des conseils précontentieux en vue d'arriver à un règlement avant d'intenter une procédure judiciaire;

b) une assistance juridique et une représentation en justice, ainsi que l'exonération ou la prise en charge des frais de justice du bénéficiaire, y compris les frais visés à l'article 7 et les honoraires des mandataires que le juge désigne pour accomplir des actes durant la procédure.

Dans les États membres où la partie qui succombe est condamnée à régler les frais de la partie adverse, l'aide judiciaire couvre, si le bénéficiaire succombe, les frais de la partie adverse dès lors qu'elle aurait couvert ces frais si le bénéficiaire avait eu son domicile ou sa résidence habituelle dans l'État membre du for.

3. Les États membres ne sont pas tenus de fournir une assistance judiciaire ou d'assurer la représentation en justice dans le cadre de procédures spécialement destinées à permettre aux plaideurs de faire valoir en personne leurs moyens de défense, à moins que le juge ou toute autre autorité compétente n'en décide autrement pour garantir l'égalité entre les parties ou en raison de la complexité de l'affaire.

4. Les États membres peuvent demander aux bénéficiaires de l'aide judiciaire une contribution raisonnable aux frais de justice en tenant compte des conditions visées à l'article 5.

5. Les États membres peuvent prévoir que l'autorité compétente peut décider que le bénéficiaire de l'aide judiciaire doit rembourser celle-ci, en tout ou en partie, si sa situation financière s'est entre-temps sensiblement améliorée ou si l'octroi de l'aide judiciaire a été décidé sur la base d'informations inexactes fournies par le bénéficiaire.

#### **Article 4**

##### **Non-discrimination**

Les États membres accordent le bénéfice de l'aide judiciaire, sans discrimination, aux citoyens de l'Union et aux ressortissants de pays tiers en situation régulière de séjour dans l'un des États membres.

## **CHAPITRE III**

### **CONDITIONS ET ÉTENDUE DE L'AIDE JUDICIAIRE**

#### **Article 5**

##### **Conditions de ressources financières**

1. Les États membres accordent l'aide judiciaire aux personnes visées à l'article 3, paragraphe 1, qui sont dans l'incapacité totale ou partielle de faire face aux frais de justice visés à l'article 3, paragraphe 2, en raison de leur situation économique, en vue de leur garantir un accès effectif à la justice.

2. La situation économique d'une personne est évaluée par l'autorité compétente de l'État membre du for, en tenant compte de différents éléments objectifs tels que les revenus, le capital détenu ou la situation familiale, y compris par une évaluation des ressources des personnes qui dépendent financièrement du demandeur.

3. Les États membres peuvent établir des seuils au-dessus desquels le candidat à l'aide judiciaire est présumé pouvoir faire face à tout ou partie des frais de justice visés à l'article 3, paragraphe 2. Ces seuils sont définis sur la base des critères définis au paragraphe 2 du présent article.

4. Les seuils définis conformément au paragraphe 3 du présent article ne peuvent empêcher les candidats à l'aide judiciaire dont les ressources dépassent les seuils de bénéficier de l'aide judiciaire s'ils apportent la preuve qu'ils ne pourraient pas faire face aux frais de justice visés à l'article 3, paragraphe 2, en raison de la différence du coût de la vie entre l'État membre de domicile ou de résidence habituelle et l'État du for.

5. L'aide judiciaire peut ne pas être accordée au demandeur s'il a, dans le cas concerné, un accès effectif à d'autres mécanismes par lesquels les frais de justice visés à l'article 3, paragraphe 2, sont pris en charge.

## **Article 6**

### **Conditions liées au fond du litige**

1. Les États membres peuvent prévoir que les demandes d'aide judiciaire relatives à une action paraissant manifestement non fondée peuvent être rejetées par les autorités compétentes.

2. Si des conseils précontentieux sont offerts, l'octroi de toute aide judiciaire supplémentaire peut être refusé ou supprimé pour des raisons liées au bien-fondé de l'affaire, pour autant que l'accès à la justice soit garanti.

3. En statuant sur le bien-fondé d'une demande, et sans préjudice de l'article 5, les États membres tiennent compte de l'importance de l'affaire en cause pour le demandeur. Ils peuvent toutefois aussi tenir compte de la nature de l'affaire lorsque le demandeur réclame des dommages et intérêts pour atteinte à sa réputation alors qu'il n'a subi aucun préjudice matériel ou financier ou lorsqu'il s'agit d'une revendication découlant directement des activités commerciales du demandeur ou de ses activités en tant que travailleur indépendant.

## **Article 7**

### **Frais liés au caractère transfrontalier de la procédure**

L'aide judiciaire accordée dans l'État du for inclut les frais ci-après directement liés au caractère transfrontalier du litige:

a) l'interprétation;

b) la traduction des documents exigés par la juridiction ou l'autorité compétente et soumis par le bénéficiaire, qui sont nécessaires au règlement du litige, et

c) les frais de déplacement que le demandeur doit exposer lorsque la loi ou le juge de cet État membre exige la présence physique à l'audience des personnes concernées par l'introduction de la demande et lorsque le juge décide que les personnes concernées ne peuvent être entendues à sa satisfaction par aucun autre moyen.

## **Article 8**

### **Frais à la charge de l'État membre du domicile ou de la résidence habituelle**

L'État membre dans lequel le candidat à l'aide judiciaire a son domicile ou sa résidence habituelle fournit l'aide judiciaire visée à l'article 3, paragraphe 2, qui est nécessaire pour couvrir:

a) les frais exposés dans ledit État membre au titre de l'assistance d'un avocat local ou de toute autre personne habilitée par la loi pour fournir des conseils juridiques, jusqu'à ce que la demande d'aide judiciaire ait été reçue, conformément à la présente directive, dans l'État membre du for;

b) la traduction de la demande et des documents connexes nécessaires, lorsque la demande est introduite auprès des autorités dudit État membre.

## **Article 9**

### **Continuité de l'aide judiciaire**

1. L'aide judiciaire continue à être accordée en totalité ou en partie au bénéficiaire en vue de couvrir les frais exposés pour obtenir qu'un jugement soit exécuté dans l'État membre du for.



2. Un bénéficiaire qui a reçu une aide judiciaire dans l'État membre du for reçoit l'aide judiciaire prévue par la législation de l'État membre dans lequel la décision doit être reconnue, déclarée exécutoire ou exécutée.

3. L'aide judiciaire continue d'être mise à disposition au cas où une voie de recours est exercée soit par, soit contre, le bénéficiaire, sous réserve des articles 5 et 6.

4. Les États membres peuvent prévoir que la demande peut faire l'objet d'un nouvel examen au regard de l'article 3, paragraphes 3 et 5, de l'article 5 et de l'article 6 à tous les stades de la procédure, y compris ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article.

#### **Article 10** **Procédures extrajudiciaires**

Le bénéfice de l'aide judiciaire est également étendu aux procédures extrajudiciaires, dans les conditions définies par la présente directive, lorsque la loi fait obligation aux parties de recourir à celles-ci ou lorsque les parties en litige y sont renvoyées par le juge.

#### **Article 11** **Actes authentiques**

L'aide judiciaire est accordée, dans les conditions définies par la présente directive, pour l'exécution des actes authentiques dans un autre État membre.

### **CHAPITRE IV** **PROCÉDURE**

#### **Article 12** **Autorité accordant l'aide judiciaire**

L'aide judiciaire est accordée ou refusée par l'autorité compétente de l'État membre du for, sans préjudice de l'article 8.

#### **Article 13** **Introduction et transmission des demandes d'aide judiciaire**

1. Les demandes d'aide judiciaire peuvent être soumises soit:

- a) à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel le demandeur a son domicile ou sa résidence habituelle (l'autorité expéditrice), soit
- b) à l'autorité compétente de l'État membre du for ou de celui dans lequel la décision doit être exécutée (l'autorité réceptrice).

2. Les demandes d'aide judiciaire sont établies, et les documents connexes sont traduits:

- a) dans la langue officielle ou dans l'une des langues de l'État membre de l'autorité réceptrice compétente, qui correspond à l'une des langues des institutions de la Communauté; ou
- b) dans toute autre langue que cet État membre a indiqué pouvoir accepter conformément à l'article 14, paragraphe 3.

3. Les autorités expéditrices compétentes peuvent décider de refuser de transmettre une demande au cas où celle-ci est manifestement:

- a) non fondée, ou
- b) hors du champ d'application de la présente directive.

L'article 15, paragraphes 2 et 3, est applicable à ces décisions.

4. L'autorité expéditrice compétente aide le demandeur en veillant à ce que la demande soit accompagnée de tous les documents connexes qu'elle sait être requis pour que la demande soit traitée. Elle aide aussi le demandeur à fournir les traductions nécessaires de ces documents, conformément à l'article 8, point b).

L'autorité expéditrice compétente transmet la demande à l'autorité réceptrice compétente de l'autre État membre dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande dûment établie dans une des langues visées au paragraphe 2 et des documents connexes traduits, le cas échéant, dans l'une de ces langues.

5. Les documents transmis en application de la présente directive sont dispensés de la légalisation et de toute formalité analogue.

6. Aucune rémunération ne peut être perçue par les États membres pour les services rendus conformément au paragraphe 4. Les États membres dans lesquels le demandeur d'aide judiciaire a son domicile ou sa résidence habituelle peuvent prévoir que ce dernier doit rembourser les frais de traduction exposés par l'autorité expéditrice compétente si l'autorité compétente rejette la demande d'aide judiciaire.

#### **Article 14**

##### **Autorités compétentes et régime linguistique**

1. Les États membres désignent la ou les autorités compétentes pour l'expédition (ci-après dénommées "autorités expéditrices") ou la réception (ci-après dénommées "autorités réceptrices") de la demande.

2. Chaque État membre fournit à la Commission les informations suivantes:

- les noms et adresses des autorités réceptrices ou expéditrices compétentes visées au paragraphe 1,
- les zones géographiques relevant de leur compétence,
- les moyens de réception dont elles disposent pour recevoir les demandes, et
- les langues qui peuvent être utilisées pour établir la demande.

3. Les États membres notifient à la Commission la ou les langues officielles des institutions de la Communauté autres que leur(s) propre(s) langue(s) que les autorités réceptrices compétentes peuvent accepter pour les demandes d'aide judiciaire qui seront reçues conformément à la présente directive.

4. Les États membres communiquent à la Commission les informations visées aux paragraphes 2 et 3 avant le 30 novembre 2004. Toute modification ultérieure de ces informations est notifiée à la Commission au plus tard deux mois après son entrée en vigueur dans l'État membre concerné.

5. Les informations visées aux paragraphes 2 et 3 sont publiées au Journal officiel des Communautés européennes.

#### **Article 15**

##### **Traitement des demandes**

1. Les autorités nationales compétentes pour statuer sur les demandes d'aide judiciaire veillent à ce que le demandeur soit pleinement informé du traitement de la demande.

2. En cas de rejet total ou partiel de la demande, les motifs du rejet sont indiqués.

3. Les États membres garantissent la possibilité d'une révision ou d'un appel contre une décision de rejet de la demande d'aide judiciaire. Les États membres peuvent prévoir une exception pour les cas où la demande d'aide judiciaire est rejetée par une juridiction dont la décision sur le fond ne peut faire l'objet d'un appel en droit national ou par une juridiction d'appel.

4. Lorsque les recours formés contre une décision de refus ou de suppression de l'aide judiciaire rendue en vertu de l'article 6 revêtent un caractère administratif, ils peuvent toujours faire l'objet en dernier ressort d'un contrôle juridictionnel.

#### **Article 16**

##### **Formulaire standard**

1. Dans le but de faciliter la transmission, un formulaire standard pour les demandes d'aide judiciaire et pour la transmission de ces demandes est établi selon la procédure prévue à l'article 17, paragraphe 2.

2. Le formulaire standard pour la transmission des demandes d'aide judiciaire est créé au plus tard le 30 mai 2003.

Le formulaire standard pour les demandes d'aide judiciaire est créé au plus tard le 30 novembre 2004.

## **CHAPITRE V DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 17 Comité**

1. La Commission est assistée par un comité.
2. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, les articles 3 et 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent.
3. Le comité adopte son règlement intérieur.

### **Article 18 Information**

Les autorités nationales compétentes collaborent en vue d'assurer l'information du public et des milieux professionnels quant aux différents systèmes d'aide judiciaire, notamment via le réseau judiciaire européen établi conformément à la décision 2001/470/CE.

### **Article 19 Dispositions favorables**

La présente directive ne fait pas obstacle à ce que les États membres prévoient des dispositions plus favorables pour les personnes candidates à l'aide judiciaire et les bénéficiaires de cette aide.

### **Article 20 Relations avec les autres instruments**

En ce qui concerne les relations entre les États membres et pour toute matière à laquelle s'applique la présente directive, les dispositions de cette dernière priment sur les dispositions contenues dans les accords bilatéraux et multilatéraux conclus entre les États membres, y compris:

- a) l'accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire signé à Strasbourg le 27 janvier 1977, tel que modifié par le protocole additionnel à l'accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, signé à Moscou en 2001;
- b) la convention de La Haye du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice.

### **Article 21 Transposition en droit national**

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 30 novembre 2004, à l'exception de l'article 3, paragraphe 2, point a), pour lequel la transposition de la présente directive en droit national aura lieu au plus tard le 30 mai 2006. Ils en informent immédiatement la Commission.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

2. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

### **Article 22 Entrée en vigueur**

La présente directive entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

## **Article 23**

### **Destinataires**

Les États membres sont destinataires de la présente directive, conformément au traité instituant la Communauté européenne.

Fait à Bruxelles, le 27 janvier 2003.

Par le Conseil

Le président  
G. Papandreou

(1) JO C 103 E du 30.4.2002, p. 368.

(2) Avis rendu le 25 septembre 2002 (non encore paru au Journal officiel).

(3) JO C 221 du 17.9.2002, p. 64.

(4) JO L 174 du 27.6.2001, p. 1.

(5) JO L 281 du 23.11.1995, p. 31.

(6) JO L 24 du 30.1.1998, p. 1.

(7) JO L 174 du 27.6.2001, p. 25.

(8) JO L 184 du 17.7.1999, p. 23.

(9) JO L 12 du 16.1.2001, p. 1. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 1496/2002 de la Commission (JO L 225 du 22.8.2002, p. 13).

## **ANNEXE N°2**

**LOI n° 2005-750 du 4 juillet 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice**

NOR: JUSX0500027L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Chapitre Ier**

Transposition de la directive 2003/8/CE du Conseil de l'Union européenne, du 27 janvier 2003, visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires

**Article 1**

La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique est ainsi modifiée :

1° Après l'article 3, il est inséré un article 3-1 ainsi rédigé :

« Art. 3-1. - Par dérogation aux deuxième et troisième alinéas de l'article 2 et à l'article 3, et pour l'application de la directive 2003/8/CE du Conseil, du 27 janvier 2003, visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires, l'aide juridictionnelle est accordée dans les litiges transfrontaliers en matière civile ou commerciale, et dans cette même matière définie au titre II, aux personnes qui, quelle que soit leur nationalité, sont en situation régulière de séjour et résident habituellement dans un Etat membre de l'Union européenne, à l'exception du Danemark, ou y ont leur domicile.

« Le litige transfrontalier est celui dans lequel la partie qui sollicite l'aide a sa résidence habituelle ou son domicile dans un Etat membre autre que celui où siège la juridiction compétente sur le fond du litige ou que celui dans lequel la décision doit être exécutée. Cette situation s'apprécie au moment où la demande d'aide est présentée.

« L'aide juridictionnelle n'est pas accordée lorsque les frais couverts par cette aide sont pris en charge, soit au titre d'un contrat d'assurance, soit par d'autres systèmes de protection. » ;

2° L'article 6 est complété par les mots : « ou, dans les litiges transfrontaliers mentionnés à l'article 3-1, si elles rapportent la preuve qu'elles ne pourraient faire face aux dépenses visées à l'article 24 en raison de la différence du coût de la vie entre la France et l'Etat membre où elles ont leur domicile ou leur résidence habituelle » ;

3° Au dernier alinéa de l'article 10, les mots : « d'une décision de justice ou de tout autre titre exécutoire » sont remplacés par les mots : « sur le territoire français, d'une décision de justice ou de tout autre titre exécutoire, y compris s'ils émanent d'un autre Etat membre de l'Union européenne à l'exception du Danemark » ;

4° Après l'article 40, il est inséré un article 40-1 ainsi rédigé :

« Art. 40-1. - Dans les litiges transfrontaliers mentionnés à l'article 3-1, l'aide juridictionnelle couvre les frais de traduction de sa demande et des documents exigés pour son instruction avant transmission de cette demande à l'Etat de la juridiction compétente sur le fond. En cas de rejet de cette demande, les frais de traduction peuvent être recouvrés par l'Etat.

« L'aide juridictionnelle couvre pour les mêmes litiges, lorsque l'instance se déroule en France, les frais d'interprète, les frais de traduction des documents que le juge a estimé indispensable d'examiner pour apprécier les moyens soulevés par le bénéficiaire de l'aide, ainsi que les frais de déplacement des personnes dont la présence à l'audience est requise par le juge. » ;

5° Il est rétabli un article 61 ainsi rédigé :

« Art. 61. - Dans les litiges transfrontaliers mentionnés à l'article 3-1, la consultation d'un avocat, préalablement à la réception de la demande d'aide juridictionnelle par l'Etat de la juridiction compétente sur le fond, a lieu au titre de l'aide à l'accès au droit mise en oeuvre en application de la deuxième partie de la présente loi. »

## **ANNEXE N°3**



**Décret n° 2005-1470 du 29 novembre 2005 relatif à l'aide juridictionnelle accordée  
dans les litiges transfrontaliers en matière civile ou commerciale et modifiant le  
décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991**

NOR: JUSJ0590012D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R. 122 et R. 133 ;

Vu la directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires ;

Vu la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, ensemble le décret n° 76-899 du 29 septembre 1976 relatif à l'application du nouveau code de procédure civile dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

Vu la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifiée en dernier lieu par la loi n° 2005-750 du 4 juillet 2005, portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 modifié portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique ;

Vu l'avis du Conseil national de l'aide juridique du 9 septembre 2005 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

**Article 1**

Le décret du 19 décembre 1991 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 6 du présent décret.

**Article 2**

I. - A l'article 34, le 5° est complété par les mots : « ou, s'il est ressortissant étranger, par la production de toute pièce équivalente reconnue par les lois de son pays d'origine ou de résidence ; »

II. - Après le 7° du même article, il est inséré un 8° ainsi rédigé :

« 8° Lorsque l'aide juridictionnelle est demandée dans les litiges transfrontaliers en application de l'article 3-1 de la loi du 10 juillet 1991, les pièces et documents sous le couvert desquels il est autorisé à résider dans un Etat membre de l'Union européenne, ainsi qu'une justification de son domicile ou du caractère habituel de cette résidence, et le cas échéant, copie de tout contrat d'assurance ou acte relatif à un autre système de protection permettant la prise en charge des frais de procédure. »

### **Article 3**

L'article 51 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 6° Lorsque l'aide juridictionnelle est accordée dans un litige transfrontalier mentionné à l'article 3-1 de la loi du 10 juillet 1991, à l'autorité réceptrice et expéditrice désignée par la France conformément à l'article 14 de la directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires. »

### **Article 4**

Il est inséré, après l'article 119, un article 119-1 ainsi rédigé :

« Art. 119-1. - Lorsque l'aide juridictionnelle est accordée dans un litige transfrontalier en application de l'article 3-1 de la loi du 10 juillet 1991, et que l'instance se déroule en France, les frais d'interprète, les frais de traduction des documents que le juge a estimé indispensable d'examiner pour apprécier les moyens soulevés par le bénéficiaire de l'aide, ainsi que les frais de déplacement des personnes dont la présence à l'audience est requise par le juge, sont avancés par l'Etat selon les modalités prévues au troisième alinéa de l'article 119.

« Lorsque l'instance ne se déroule pas en France, les frais de traduction de la demande d'aide et des documents exigés pour son instruction avant transmission de cette demande à l'Etat de la juridiction compétente sur le fond sont avancés par l'Etat au vu d'une ordonnance émise par le garde des sceaux, ministre de la justice.

« La rémunération des traducteurs et interprètes est fixée conformément aux dispositions de l'article R. 122 du code de procédure pénale.

« Les frais de déplacement des personnes dont la présence à l'audience en France est requise par le juge sont couverts, sur justificatif, par une indemnité égale à celle attribuée aux témoins par l'article R. 133 du code de procédure pénale. Cette indemnité est versée au vu de l'état récapitulatif visé par le greffier en chef, accompagné des pièces justificatives, selon les modalités prévues au troisième alinéa de l'article 119. »

### **Article 5**

L'article 124 est complété par un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Dans les litiges transfrontaliers mentionnés à l'article 3-1 de la loi du 10 juillet 1991, si la demande d'aide transmise à l'Etat de la juridiction compétente sur le fond est rejetée, les frais de traduction de cette demande et des documents exigés pour son instruction sont

recouvrés contre le demandeur de l'aide par un comptable public conformément aux dispositions prévues aux articles 80 et suivants du décret du 29 décembre 1962 susvisé, au vu d'un titre de perception établi par le garde des sceaux et d'un justificatif de la décision de rejet. »

### **Article 6**

Il est inséré, après l'article 153, un article 153-1 ainsi rédigé :

« Art. 153-1. - Lorsque l'aide juridictionnelle est accordée dans un litige transfrontalier en application de l'article 3-1 de la loi du 10 juillet 1991 et que l'instance se déroule dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin ou de la Moselle, les frais de traduction et d'interprète mentionnés au premier alinéa de l'article 119-1 sont couverts dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 4 de la loi locale du 30 juin 1878 relative aux indemnités accordées aux témoins et experts. »

### **Article 7**

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 novembre 2005.

Dominique de Villepin

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
Pascal Clément

Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,  
Thierry Breton

## **ANNEXE N°4**

# **PIECES A FOURNIR A L'APPUI D'UNE DEMANDE D'AIDE JUDICIAIRE DANS LE CADRE D'UN LITIGE TRANSFRONTALIER EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE**

## **ETAT CIVIL**

- Copie d'un titre d'identité national ou d'un passeport.
- Photocopie du livret de famille ou d'un document précisant la situation familiale (marié, célibataire, divorcé, séparé), le nombre d'enfants et leur date de naissance.

## **RESSOURCES**

- Revenus mensuels personnels (fiches de salaire, de chômage, de pension, de RMI, de rente d'invalidité ou autre des trois derniers mois, allocations sociales, pensions alimentaires perçues...) et avis d'imposition ou de non imposition.
- Justificatifs des ressources de votre conjoint ou concubin ou des personnes vivant habituellement avec vous.

## **CHARGES**

Seules sont prises en compte les pensions alimentaires effectivement payées au créancier d'aliments.

## **DOMICILE**

- Copie du contrat de bail ou tout document attestant de la résidence en France.
- Pièces et documents sous le couvert desquels le requérant, lorsqu'il n'est pas ressortissant communautaire, est autorisé à résider en France ; par exemple : visa ou titre de séjour en cours de validité.

## **PROCEDURE ENVISAGEE OU ENGAGEE**

- Préciser quelle procédure vous souhaitez engager. S'il s'agit d'une première instance ou d'un appel. Exposé des motifs de la demande en justice. Décision contre laquelle l'action en justice est engagée. Copie du jugement si l'affaire a déjà été jugée.
- Nom et adresse de l'adversaire.
- Si vous êtes convoqué au tribunal : photocopie de la convocation.

## **ASSURANCE**

- Copie de tout contrat d'assurance ou de tout autre système de protection permettant la prise en charge des frais de procédure.

**Ces pièces doivent être retournées impérativement avec le formulaire de la demande d'aide juridictionnelle. Toute imprécision ou omission dans la constitution du dossier pourra être cause de retard ou de rejet de la demande par l'autorité réceptrice du pays destinataire.**

**TOUTE DECISION DE REJET DE LA DEMANDE D'AIDE JUDICIAIRE PEUT  
ENTRAINER LE RECOUVREMENT DES FRAIS DE TRADUCTION ENGAGES  
PAR L'ETAT.**

## **ANNEXE N°5**

## II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

## COMMISSION

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 9 novembre 2004

**établissant un formulaire standard pour les demandes d'aide judiciaire en application de la directive 2003/8/CE visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires**

[notifiée sous le numéro C(2004) 4285]

(2004/844/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires<sup>(1)</sup>, et en particulier son article 16, paragraphe 1,

après consultation du comité consultatif institué par l'article 17, paragraphe 1, de la directive 2003/8/CE,

considérant ce qui suit:

- (1) En vertu de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 2003/8/CE, la Commission doit établir un formulaire standard pour les demandes d'aide judiciaire et pour la transmission de ces demandes.
- (2) Le formulaire standard pour la transmission des demandes d'aide judiciaire entre autorités judiciaires des États membres a été établi par la décision C(2003) 1829 de la Commission<sup>(2)</sup>.
- (3) Le formulaire standard de demande d'aide judiciaire en tant que tel doit être établi au plus tard le 30 novembre 2004 en vertu de l'article 16, paragraphe 2, deuxième

alinéa de la directive 2003/8/CE. La présente décision établit donc ce formulaire.

- (4) Conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du protocole relatif à la position du Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, le Danemark n'est pas lié par la directive 2003/8/CE et n'est donc ni lié ni soumis à l'application de la présente décision,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

Le formulaire standard pour la présentation des demandes d'aide judiciaire prévu par la directive 2003/8/CE est défini à l'annexe.

*Article 2*

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 9 novembre 2004.

*Par la Commission*

António VITORINO

*Membre de la Commission*

<sup>(1)</sup> JO L 26 du 31.1.2003, p. 41.

<sup>(2)</sup> Décision non encore publiée au Journal officiel.

## ANNEXE

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE JUDICIAIRE DANS UN AUTRE ÉTAT MEMBRE DE L'UNION EUROPÉENNE**

## INSTRUCTIONS

1. Avant de remplir le formulaire, veuillez lire attentivement ces instructions.
2. Tous les renseignements demandés doivent être fournis.
3. La fourniture d'informations imprécises, erronées ou incomplètes peut retarder le traitement de votre demande.
4. La communication d'informations fausses ou incomplètes peut avoir de sérieuses conséquences sur le plan judiciaire: rejet de la demande d'aide, poursuites pénales, etc.
5. Veuillez joindre toutes les pièces justificatives.
6. Veuillez noter que la présentation de la présente demande n'affecte pas les délais applicables pour engager une procédure judiciaire ou former un recours.
7. Veuillez dater et signer le formulaire après l'avoir rempli puis l'adresser à l'autorité compétente suivante:

- 7.a. Vous pouvez choisir d'adresser votre demande à l'autorité compétente expéditrice de l'État membre dans lequel vous résidez. Celle-ci la transmettra à l'autorité compétente de l'État membre pertinent. Si tel est votre choix, veuillez indiquer:

Nom de l'autorité compétente de votre État membre de résidence:

.....

Adresse: .....

.....

Téléphone/Télécopieur/Courrier électronique: .....

.....

- 7.b. Vous pouvez choisir d'adresser votre demande à l'autorité compétente d'un autre État membre, si vous êtes certain(e) de sa compétence en la matière. Si tel est votre choix, veuillez indiquer:

Nom de l'autorité: .....

.....

Adresse: .....

.....

Téléphone/Télécopieur/Courrier électronique: .....

.....

Pouvez-vous comprendre la langue officielle ou une des langues officielles de ce pays?

☐ OUI ☐ NON

Dans la négative, en quelle langue est-il possible de communiquer avec vous aux fins de l'aide judiciaire?

.....

.....



**A. Renseignements concernant le demandeur de l'aide judiciaire**A.1. Sexe: ☐ Masculin ☐ FémininNom et prénom (ou, le cas échéant, raison sociale): .....  
.....  
.....

Date et lieu de naissance: .....

Nationalité: .....

Numéro de la carte d'identité: .....

Adresse: .....  
.....

Téléphone: .....

Télécopieur: .....

Courrier électronique: .....

A.2. Le cas échéant, renseignements concernant la personne représentant le demandeur si celui-ci est mineur ou incapable:

Nom et prénom: .....  
.....Adresse: .....  
.....

Téléphone: .....

Télécopieur: .....

Courrier électronique: .....

A.3. Le cas échéant, renseignements concernant le représentant légal du demandeur (avocat, agent, etc.):

☐ dans l'État membre de résidence du demandeur:

Nom et prénom: .....

Adresse: .....  
.....

Téléphone: .....

Télécopieur: .....

Courrier électronique: .....

☐ dans l'État membre où l'aide judiciaire doit être accordée:

Nom et prénom: .....

Adresse: .....

.....

Téléphone: .....

Télécopieur: .....

Courrier électronique: .....

**B. Renseignements concernant le litige pour lequel l'aide est demandée**

*Veuillez joindre des copies de toutes les pièces justificatives*

B.1. Nature du litige (divorce, garde d'enfant, emploi, litige commercial, de consommation, etc.):

.....

.....

.....

B.2. Montant du litige, si celui-ci peut être exprimé en termes monétaires. Veuillez préciser la monnaie:

.....

B.3. Description des circonstances du litige. Mentionner la date et le lieu des faits en cause et l'existence éventuelle d'éléments de preuve (témoins, etc.):

.....

.....

**C. Renseignements concernant la procédure**

*Veuillez joindre des copies des pièces justificatives.*

C.1. Êtes-vous demandeur ou défendeur?

.....

Décrivez votre réclamation ou la réclamation dont vous faites l'objet:

.....

.....

.....

Nom et coordonnées de la partie adverse:

.....

.....

C.2. Le cas échéant, raisons particulières pour lesquelles vous souhaitez une prise en compte rapide de votre demande, par exemple délais impératifs à observer pour engager une procédure:

.....  
.....

C.3. Demandez-vous une aide judiciaire totale ou partielle? .....

Si vous demandez une aide judiciaire partielle, précisez ce qu'elle doit couvrir:

.....  
.....

C.4. Vous souhaitez une aide judiciaire pour obtenir:

- ☐ un conseil précontentieux
- ☐ une assistance (conseil et/ou représentation) dans le cadre d'une procédure extrajudiciaire
- ☐ une assistance (conseil et/ou représentation) dans le cadre d'une procédure judiciaire
- ☐ une assistance (conseil et/ou représentation) dans le cadre d'un procès en cours. Dans l'affirmative, veuillez préciser:

— le numéro d'enregistrement: .....

— les dates d'audience: .....

— le nom de la juridiction: .....

.....

— l'adresse de la juridiction: .....

.....

- ☐ obtenir conseil et/ou représentation dans le cadre d'un litige portant sur une décision déjà prise par une autorité judiciaire. Dans l'affirmative, précisez:

— les nom et adresse de l'autorité judiciaire: .....

.....

— la date de la décision: .....

.....

— la nature du litige: ☐ Recours contre la décision

☐ Exécution forcée de la décision

C.5. Précisez quels sont les coûts supplémentaires que vous prévoyez en raison de la nature transfrontalière du litige (traductions, frais de déplacement, etc.):

.....  
.....  
.....

C.6. Disposez-vous d'une forme d'assurance ou d'autres droits et facilités susceptibles de couvrir tout ou partie des frais judiciaires? Dans l'affirmative, précisez:

.....  
.....  
.....

**D. Situation de famille**

Combien de personnes vivent sous votre toit? .....

.....

Veillez préciser leur relation avec vous (le demandeur):

Nom et prénom	Relation avec le demandeur	Date de naissance (si enfant)	Cette personne dépend-elle financièrement du demandeur?	Le demandeur dépend-il financièrement de cette personne?
			oui/non	oui/non
			oui/non	oui/non
			oui/non	oui/non
			oui/non	oui/non
			oui/non	oui/non
			oui/non	oui/non
			oui/non	oui/non

Y a-t-il une personne financièrement à votre charge et qui ne vit pas sous votre toit? Dans l'affirmative, précisez:

Nom et prénom	Relation avec le demandeur	Date de naissance (si enfant)

Y a-t-il une personne dont vous dépendez financièrement et qui ne vit pas sous votre toit?

Dans l'affirmative, précisez:

Nom et prénom	Relation avec le demandeur

**E. Renseignements financiers**

Veillez fournir tous les renseignements demandés concernant vous-même (I), votre conjoint ou partenaire (II), toute personne financièrement à votre charge et qui habite avec vous (III) ou toute personne dont vous dépendez financièrement et qui habite avec vous (IV).

Si vous recevez des ressources financières autres qu'une pension alimentaire d'une personne dont vous dépendez financièrement et qui n'habite pas avec vous, mentionnez ces ressources sous le titre «autres revenus» en E.1.

Si vous fournissez des ressources financières autres qu'une pension alimentaire à une personne qui est financièrement à votre charge et qui n'habite pas avec vous, mentionnez ces ressources sous le titre «autres dépenses» en E.3.

Des pièces justificatives doivent être fournies: déclaration d'impôt sur le revenu, attestation de prestations servies par l'État, etc.

En complétant les tableaux ci-dessous, veillez préciser en quelle monnaie sont exprimés les montants.

E.1. Revenu mensuel moyen	I. Demandeur	II. Conjoint ou partenaire	III. Personnes à la charge du demandeur	IV. Personnes ayant le demandeur à leur charge
— Salaires:				
— Profits commerciaux:				
— Retraites:				
— Pension alimentaire:				
— Prestations d'État:				
Veillez préciser:				
1. Allocations familiales et de logement				
2. Allocations chômage et prestations sociales:				
— Revenus du capital (biens mobiliers, immobilier):				
— Autres revenus:				
TOTAL:				

E.2. Montant du patrimoine	I. Demandeur	II. Conjoint ou partenaire	III. Personnes à la charge du demandeur	IV. Personnes ayant le demandeur à leur charge
— Bien immobilier servant de résidence principale:				
— Autres biens immobiliers:				
— Terrains:				
— Épargne:				
— Actions:				
— Véhicules à moteur:				
— Autres actifs:				
TOTAL:				

E.3. Dépenses mensuelles	I. Demandeur	II. Conjoint ou partenaire	III. Personnes à la charge du demandeur	IV. Personnes ayant le demandeur à leur charge
— Impôt sur le revenu:				
— Cotisations sociales:				
— Impôts locaux:				
— Remboursement de prêt immobilier:				
— Frais de loyer, de logement:				
— Frais scolaires:				
— Frais de garde d'enfants:				
— Paiement de dettes:				
— Remboursement de prêts:				
— Allocation versée à un tiers en vertu d'une obligation légale:				
— Autres dépenses:				
TOTAL:				

Je déclare sur l'honneur que les informations fournies sont exactes et complètes et je m'engage à communiquer sans délai à l'autorité traitant ma demande tout changement dans ma situation financière.

Date et lieu:

Signature:

.....

.....

## **ANNEXE N°6**

## **ENVOI DES DEMANDES D'AIDE JUDICIAIRE (1)**

L'article 13 de la directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003, visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires, vous permet d'envoyer votre demande :

- soit à l'autorité expéditrice française ;
- soit à l'autorité réceptrice du pays dans lequel se déroule le litige.

<b>AUTORITÉ EXPÉDITRICE COMPÉTENTE EN FRANCE</b>
--

En France, l'autorité compétente pour recevoir votre demande d'aide judiciaire, effectuer un examen formel, au besoin la traduire dans une langue acceptée par le pays destinataire, et la transmettre à l'autorité compétente étrangère est le Bureau de l'entraide civile et commerciale internationale du Ministère de la Justice.

Votre demande doit être adressée à l'adresse suivante :

**Ministère de la Justice  
Direction des affaires civiles et du Sceau  
Bureau de l'entraide civile et commerciale internationale  
13, place Vendôme  
75042 PARIS Cédex 01**

<b>AUTORITÉ RÉCEPTRICE ÉTRANGÈRE</b>
--------------------------------------

Vous pouvez transmettre directement votre demande d'aide judiciaire, si vous estimez qu'elle est complète et rédigée dans une des langues acceptées par le pays dans lequel se déroule le litige, à l'autorité réceptrice étrangère.

Les coordonnées des autorités étrangères sont disponibles sur le site de l'Union européenne à l'adresse suivante : [http://europa.eu.int/comm/justice\\_home/judicialatlascivil/html/index.htm](http://europa.eu.int/comm/justice_home/judicialatlascivil/html/index.htm)

(1) Pour un litige se déroulant dans un pays membre de l'Union européenne autre que la France



## **ANNEXE N°7**

## AIDE JURIDICTIONNELLE ETAT DE FRAIS

### Indemnité de transport des personnes appelées à comparaître à l'audience dans le cadre d'un litige transfrontalier en matière civile et commerciale

(Articles 119, 119-1 du décret du 19 décembre 1991 relatif à l'aide juridique)

Sommes dues à M. \_\_\_\_\_

Demeurant \_\_\_\_\_

#### Références de l'affaire

N° BAJ : \_\_\_\_\_ BAJ de : \_\_\_\_\_ Décision BAJ du : \_\_\_\_\_

Nom du bénéficiaire : \_\_\_\_\_

N° RG : \_\_\_\_\_

Nature de l'affaire : \_\_\_\_\_

Nom et qualité de l'autorité qui a requis la comparution à l'audience : \_\_\_\_\_

Date de l'audience : \_\_\_\_\_

#### Opérations de transport <sup>(1)</sup>

Date du déplacement : \_\_\_\_\_

Trajet (Aller/Retour) : \_\_\_\_\_

Moyen de transport utilisé : \_\_\_\_\_

Nombre de kilomètres parcourus (en cas d'utilisation d'un véhicule personnel) : \_\_\_\_\_

Montant de l'indemnité de transport : \_\_\_\_\_

Je soussigné (nom, prénom) \_\_\_\_\_

atteste sur l'honneur ne bénéficier à aucun titre que ce soit d'avantages de tarifs qui n'auraient pas été mentionnés dans le présent état de frais et certifie sincère et véritable le présent état de frais. Je demande le règlement par virement postal/bancaire (*Joindre dans ce cas un relevé d'identité postal ou bancaire*).

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature

Le greffier,

après avoir vérifié le montant des frais de transport dus à \_\_\_\_\_

et procédé aux redressements nécessaires au vu des pièces justificatives jointes <sup>(2)</sup>, certifie le montant du présent état à la somme de (*en toutes lettres*) : \_\_\_\_\_

Date :

Signature :

(1) Pour le calcul de l'indemnité se reporter à l'article R.133 du code de procédure pénale

(2) Copie de la décision d'aide juridictionnelle, original de la convocation en justice, titre de transport, le cas échéant copie de la décision ordonnant la comparution à l'audience

## **ANNEXE N°8**

## AIDE JURIDICTIONNELLE MEMOIRE DE FRAIS

### Indemnité des traducteurs dans le cadre d'un litige transfrontalier en matière civile et commerciale

(Articles 119, 119-1 du décret du 19 décembre 1991 relatif à l'aide juridique)

Sommes dues à M. \_\_\_\_\_

Demeurant \_\_\_\_\_

#### Références de l'affaire

N° BAJ : \_\_\_\_\_ BAJ de : \_\_\_\_\_ Décision BAJ du : \_\_\_\_\_  
Nom du bénéficiaire : \_\_\_\_\_  
N° RG : \_\_\_\_\_  
Nature de l'affaire : \_\_\_\_\_  
Nom et qualité de l'autorité qui a requis la traduction écrite : \_\_\_\_\_

#### Opérations de traduction <sup>(1)</sup>

Date des opérations : \_\_\_\_\_  
Langue de traduction : \_\_\_\_\_  
Nature des documents traduits : \_\_\_\_\_  
Nombre de pages traduites : \_\_\_\_\_  
Indemnité par page en français : 11,13 euros HT  
Indemnité par page en français majorée de 25% pour une langue rare <sup>(2)</sup> : 13,91 euros HT  
Montant HT : \_\_\_\_\_ Montant TTC : \_\_\_\_\_

Je soussigné (nom, prénom) \_\_\_\_\_

certifie sincère et véritable le présent mémoire de frais. Je demande le règlement par virement postal/bancaire (*Joindre dans ce cas un relevé d'identité postal ou bancaire*).

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature

Le greffier,

après avoir vérifié le montant des frais de traduction dus à \_\_\_\_\_

et procédé aux redressements nécessaires au vu des pièces justificatives jointes <sup>(3)</sup>, certifie le montant du présent état à la somme de (*en toutes lettres*) : \_\_\_\_\_

Date :

Signature :

(1) Pour le calcul de l'indemnité se reporter à l'article R.122 du code de procédure pénale

(2) Sont considérées comme langues rares les langues autres que l'anglais, l'allemand, l'espagnol et l'italien

(3) Copie de la décision désignant le traducteur et copie de la traduction effectuée

## **ANNEXE N°9**

## AIDE JURIDICTIONNELLE MEMOIRE DE FRAIS

### Indemnité des interprètes à l'audience dans le cadre d'un litige transfrontalier en matière civile et commerciale

(Articles 119, 119-1 du décret du 19 décembre 1991 relatif à l'aide juridique)

Sommes dues à M. \_\_\_\_\_

Demeurant \_\_\_\_\_

Références de l'affaire	
N° BAJ :	BAJ de :
Décision BAJ du :	
Nom du bénéficiaire de l'aide:	
N° de RG :	
Nature de l'affaire :	
Nom et qualité de l'autorité qui a requis l'interprète à l'audience :	
Date de l'audience :	
Opérations d'interprétariat <sup>(1)</sup>	
Langue de traduction :	
Heure de début d'intervention à l'audience :	Heure de fin d'intervention à l'audience :
Montant de l'indemnité d'interprétariat :	
Montant HT :	Montant TTC :

Je soussigné (nom, prénom) \_\_\_\_\_

certifie sincère et véridique le présent mémoire de frais. Je demande le règlement par virement postal/bancaire (*Joindre dans ce cas un relevé d'identité postal ou bancaire*).

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature

Le greffier,
après avoir vérifié le montant des frais d'interprétariat dus à _____
et procédé aux redressements nécessaires au vu des pièces justificatives jointes <sup>(2)</sup> , certifie le montant du présent état à la somme de ( <i>en toutes lettres</i> ) : _____
_____
Date :
Signature :

(1) Pour le calcul des indemnités se reporter aux articles R.110, R.111 et R.122 du code de procédure pénale

(2) Copie de la décision désignant l'interprète